du coprah et des graines de ricin de la récolte 1957 est réputée fermée à la date du 31 décembre 1957.

ART. 2. — La campagne d'achat des palmistes, de l'huile de palme, du tapioca, du piment, du coprah et des graines de ricin de la récolte 1958 est réputée ouverte à compter du 1^{er} janvier 1958.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1957.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
P. SCHNEIDER.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et des Eaux et Forêts,
A. MEATCHI.

ARRETE N° 29/MIC. du 30 décembre 1957 fixant les conditions d'application du décret n° 57-150 du 27 décembre 1957 réglementant l'utilisation des moyens de paiement sur l'étranger attribués à la République autonome du Togo.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie p. i.

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret n° 57-150 du 27 décembre 1957 réglementant l'utilisation des moyens de paiement sur l'étranger attribués à la République autonome du Togo, notamment en son article 3;

La Chambre de Commerce consultée,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lors des opérations de répartition proportionnelle des contingents de devises affectés à l'importation des marchandises inscrites au tableau ci-dessous, l'activité commerciale respective des parties prenantes s'appréciera conformément aux éléments et coefficients 1, 2 et 5 définis à l'article 3 du décret n° 57-150 susvisé :

N° DU TARIF FISCAL DU TOGO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
04/7	Boissons et liquides alcooliques
04/92	Tabacs fabriqués
05/11	Sel
05/28	Chaux et ciments
07/54-55	Parfumerie
08/34	Pneumatiques
12/47	
a) à g) inclus	Tissus de coton, non compris les couvertures
12/48	Tissus de rayonne
12/49	Tissus de fibranne
17/1-2-3	Produits sidérurgiques
18-2	Outils — Coutellerie — Quincaillerie — Article de ménage.
20-2	Appareils électriques
21/27 b)	Motocycles

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1957.

G. APÉDO-AMAH.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination

Par arrêté et décisions du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique :

N° 33/MTAS. du :

23 décembre 1957. — Sont nommés membres titulaires et suppléants de la commission consultative du Travail pour l'année civile 1958 :

REPRÉSENTATION DES EMPLOYEURS

MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS	DÉSIGNÉS PAR :
M.M. Gougeaud Lahetjuzan Bruchet Houdart Sanvee Corre	M.M. Borde Potier Barriera Kalife Nudekor Couteaux	Scimplex S.I.E.I.T. Syndicat des Artisans Le Ministre du Travail.

REPRÉSENTATION DES SALARIÉS

MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS	DÉSIGNÉS PAR :
M.M. Akouété Gadegbéku Sossah David Djagba Rayeroux	M.M. Wilson Goch Aduanyom Agbobly Do Régo Labayle	U.S.T. — — C.A.T.C. — Le ministre du Travail.

Affectations

N° 181/D/MIP. du :

23 décembre 1957. — M. Silly Kpabri, chauffeur permanent, précédemment en service au Lycée Bonnacarrère, est affecté au Cours Complémentaire de Vogan (Anécho) pour compter du 15 décembre 1957.

N° 182/D/MIP. du :

24 décembre 1957. — M. Madeuf Elie, professeur contractuel d'Anglais, arrivé au territoire par l'avion du 27 novembre 1957, est affecté en qualité de professeur au Collège Moderne de Sokodé pour compter de la même date.

N° 183/D/MIP. du :

14 décembre 1957. — M. Chevron Robert directeur de Cours Complémentaire (indice métré 354); réaffecté au Togo et arrivé à Lomé le 23 novembre 1957; est affecté en qualité de professeur au Collège Moderne de Sokodé pour compter de la même date.

N° 184/D/MIP. du :

du 30 décembre 1957. — M. Josephéau Serge, professeur certifié 1^{er} échelon du cadre métropolitain; détaché pour servir au Togo et arrivé au territoire par l'avion du 5 décembre 1957, est affecté en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé pour compter de la même date.

ACTES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS

ARRETE N° 116/57-C. du 23 décembre 1957 promulguant la loi n° 57-1256 du 11 décembre 1957.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU TOGO

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures

propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre mer;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu le décret du 16 avril 1924, sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée au Togo, la loi n° 57-1256 du 11 décembre 1957 modifiant l'article 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1957.

G. SPÉNALE.

LOI N° 57-1256 du 11 décembre 1957 modifiant l'article 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 133 du code pénal est modifié comme suit :

« Art. 133. — La contrefaçon ou l'altération de monnaies étrangères, d'effets de Trésors étrangers, de billets de banque étrangers, l'émission, l'exposition, l'introduction dans un pays quelconque ou l'usage de telles monnaies, de tels effets ou billets contrefaits ou altérés seront punis comme s'il s'agissait de monnaies françaises, d'effets du Trésor ou de billets de banque français, selon les distinctions portées à la présente section.

« Toutefois, ceux qui, à l'étranger, se sont rendus coupables, comme auteurs ou complices, de tels crimes ou délits ne pourront être poursuivis en France que dans les conditions prévues à l'article 5 du code d'instruction criminelle ».